



Ensemble, le 15 mai
Mobilisons nous dans la fonction publique
pour dire STOP ...
à la politique d'austérité imposée par le gouvernement !

Nous avons, toutes et tous, entendu le discours de politique générale du nouveau Premier ministre Manuel VALLS et ses annonces quant à la poursuite de la poursuite d'austérité mise en place par les gouvernements successifs de F Hollande.

En réaffirmant qu'il fallait maintenir le pacte de responsabilité, redresser les comptes publics et réduire de 50 milliards d'euros la dépense publique, le Premier ministre choisit, lui aussi, de frapper sur la fonction publique et ses agents.

AU MENU POUR LES TROIS PROCHAINES ANNEES

- ➔ *Gel de la valeur du point d'indice jusqu'en ... 2017*
- ➔ *Poursuite de la MAP (ex RGPP) responsable de milliers de suppressions d'emplois*
- ➔ *Poursuite des restructurations et autres réorganisations en tous genres*
- ➔ *Réforme de l'administration territoriale de l'Etat qui se traduira pour les agents par de nouveaux transferts de l'Etat vers la Territoriale et au sein même des collectivités*
- ➔ *Remise en cause de l'égal accès à un service public de qualité*
- ➔ *Dégradation continue des conditions de travail*

En principe, le 19 mai devraient s'ouvrir les négociations autour des questions des parcours professionnels, carrières et rémunérations (PPCR).

Mais qu'aura à nous offrir la ministre puisqu'elle même ne disposera, au vu des annonces faites, d'aucune marge de manœuvre pour ouvrir de véritables négociations ? Rien, ou alors des miettes ... pour les pigeons que nous sommes !

Pour toutes ces raisons, Solidaires a boycotté la dernière réunion de cadrage du 28 avril prévue sur les sujets PPCR, ainsi que la séance du Conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat du 5 mai qui devait examiner le projet de loi sur la réforme des territoires de la République.

Une demande d'audience intersyndicale a été faite auprès du Premier ministre.

Dans l'unité la plus large, le 15 mai 2014, exigeons ...

- ➔ **Le retrait du pacte de responsabilité et des 50 milliards d'économies**
 - ➔ **Le dégel immédiat de la valeur du point d'indice**
 - ➔ **Le rattrapage des pertes de pouvoir d'achat**
 - ➔ **L'arrêt des suppressions d'emplois et la création des emplois de titulaires nécessaires à l'accomplissement de toutes les missions de service public**
 - ➔ **Une véritable refonte des grilles permettant une réelle linéarité de carrière**
- Toutes et tous en grève, manifestons sur l'ensemble du territoire.**



15 mai dans la Fonction publique : UNE MOBILISATION ESSENTIELLE

Les organisations syndicales CFDT – CFTC – CGT – FA-FP – FSU – SOLIDAIRES et UNSA constatent que le gouvernement demeure sourd à leurs exigences en matière de salaire et d'emploi public.

Pire même : s'agissant de la valeur du point, le Premier ministre en rajoute dans la politique d'austérité en confirmant sa volonté de maintenir son gel jusqu'en 2017. L'hypothétique et inconsistante « *clause de revoyure* » évoquée ces derniers jours ne change rien à la question. Pas davantage que les éléments de communication mis en avant de manière tendancieuse sur le « *coup de pouce* » en direction des bas salaires, présenté comme une nouveauté alors qu'il a été décidé à l'automne dernier et est mis en œuvre depuis le 1^{er} février.

Sur l'emploi public, aucune inflexion n'est envisagée pour faire face à la précarité qui perdure et aux graves sous effectifs qui existent et s'aggravent dans de nombreux secteurs.

Face à cette politique inacceptable, nos organisations syndicales continuent de revendiquer :

- ✂ Une revalorisation immédiate du point d'indice ;
- ✂ La refonte de la grille pour une meilleure reconnaissance des qualifications ;
- ✂ L'intégration d'une large partie des primes dans le traitement indiciaire ;
- ✂ L'égalité salariale entre les femmes et les hommes ;
- ✂ Des emplois statutaires pour faire face aux besoins ;
- ✂ Le renforcement des garanties pour les contractuels ;
- ✂ De véritables améliorations de carrières ;
- ✂ Des perspectives de mobilité choisie ;
- ✂ La possibilité d'exercer des missions de services publics dans des conditions décentes.

C'est sur ces bases qu'elles demandent l'ouverture sans délai de négociations.

Plus que jamais, face à l'intransigeance du gouvernement, elles appellent les agents des trois versants de la Fonction publique à se mobiliser massivement le 15 mai, notamment par la grève, et à participer nombreux aux rassemblements et manifestations organisés ce jour-là.

Paris, le 5 mai 2014

Les organisations syndicales CFDT – CFTC – CGT – FA-FP – FSU – SOLIDAIRES et UNSA ont prévu de se revoir dès après le 15 mai.

Avec les organisations syndicales

Au moment où vont donc s'ouvrir des négociations sur l'avenir de la fonction publique et de ses agents, au moment où le gouvernement en place entend poursuivre une politique de casse du service public et de restrictions budgétaires, SOLIDAIRES considère qu'il est plus qu'indispensable que l'ensemble des agents publics se rassemble derrière la bannière des organisations syndicales qui appellent à l'action le 15 mai prochain.